



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

CONSEIL

Cent trente-cinquième session

Rome, 17 et 18 octobre 2008

**Rapport de la trente-quatrième session du
Comité de la sécurité alimentaire mondiale
Rome, 14-17 octobre 2008**

Table des matières

	Paragraphes
I. ORGANISATION DE LA SESSION	1 - 4
II. ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION MONDIALES	6 - 9
A. RÉSULTATS ET CONCLUSIONS	6 - 9
III. ALLIANCE INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM	9 - 10
IV. SUITE DONNÉE AU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION: RAPPORT SUR LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION	11 - 12
V. PROPOSITIONS VISANT À RENFORCER LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES	

(OSC/ONG) AUX TRAVAUX DU COMITÉ DE
LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

13 - 14

VI. PROPOSITIONS DE RENFORCEMENT DU COMITÉ DE LA
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE (CSA) COMPTE
TENU DES NOUVEAUX DÉFIS

15 – 17

Annexe A: Ordre du jour

Annexe B: Composition du Comité de la sécurité alimentaire

Annexe C: Pays et organisations représentés à la session

Annexe D: Liste des documents

Annexe E: Déclaration du Directeur général adjoint

Annexe F: Discours de Son Excellence OLUSEGUN OBASANJO, ancien Président du
Nigéria

Annexe G: Liste des orateurs ayant pris la parole au titre du Point II.B: Présentation
des initiatives et mesures récentes visant à faire face à la hausse des prix
des denrées alimentaires et à améliorer la sécurité alimentaire

Annexe H: Résumés de l'Événement spécial et des événements parallèles

QUESTIONS SOUMISES À L'ATTENTION DU CONSEIL

**LORSQU'IL EXAMINERA CE RAPPORT, LE
CONSEIL POURRA SOUHAITER PRÊTER UNE
ATTENTION PARTICULIÈRE AUX
RECOMMANDATIONS FIGURANT AUX
PARAGRAPHES
7, 8, 10, 12, 14, 16 et 17**

I. ORGANISATION DE LA SESSION

1. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale a tenu sa trente-quatrième session au Siège de la FAO, à Rome, du 14 au 17 octobre 2008. Ont participé à la session les délégués de 106 des 117 membres du Comité, des observateurs de neuf autres États Membres de la FAO, du Saint-Siège, de l'Organisation de libération de la Palestine et de l'Ordre souverain de Malte, des représentants de trois organismes et programmes des Nations Unies; et des observateurs de trois organisations intergouvernementales et de 27 organisations internationales non gouvernementales. Le rapport inclut les annexes suivantes: Annexe A – Ordre du jour de la session; Annexe B – Composition du Comité; Annexe C – Pays et organisations représentés à la session; et Annexe D – Liste des documents. M. James G. Butler, Directeur général adjoint de la session, a prononcé une allocution, qui est reproduite à l'Annexe E. S.E Olusegun Obasanjo, ex-Président du Nigéria, a prononcé le discours d'ouverture, joint à l'Annexe F; la liste des personnes ayant fait des présentations au titre du Point II.B de l'ordre du jour est jointe en Annexe G, tandis que l'Annexe H contient des résumés de l'Événement spécial et des événements parallèles tenus à l'occasion du CSA, à titre d'information uniquement. La liste complète des participants peut être obtenue auprès du Secrétariat du CSA.

2. La session a été ouverte par le Président du CSA, M. Michel Thibier (France), qui a demandé au Comité d'approuver le remplacement de deux Vice-Présidents, M. Christer Wretborn (Suède) et M. Yüksel Yücekal (Turquie), qui n'étaient plus disponibles pour assumer leurs fonctions au sein du Bureau. Le Comité a approuvé leur remplacement, respectivement par l'Ambassadeur Anders Klum, Représentant permanent de la Suède auprès de la FAO, et par M. Fazil Dücünceli, Représentant permanent suppléant de la Turquie auprès de la FAO. En outre, M. Carlos de Sousa, Ministre de la jeunesse et des sports du Mozambique, a été remplacé par Mme Caterina Pajume, Ministre adjointe, Ministère de l'agriculture du Mozambique. Ces trois remplaçants, de même que M. Abdul Aziz, Secrétaire au Ministère de l'agriculture du Bangladesh, continueraient à assumer leurs fonctions de Vice-Présidents jusqu'à la fin de la trente-quatrième session.

3. Le Brésil a fait remarquer que le document d'ensemble concernant la suite donnée à la CIRAD, qu'à sa vingtième session, le Comité de l'agriculture avait transmis au CSA à sa atrente-quatrième session pour examen, ne figurait pas à l'ordre du jour du CSA. Il a proposé que ce document soit révisé par le Secrétariat et que la question soit inscrite à l'ordre du jour de la trente-cinquième session du CSA. El Salvador, au nom du GRULAC, a appuyé cette proposition, qui a été acceptée par le Comité.

4. Le Comité a désigné un Comité de rédaction composé des pays suivants: Australie, Brésil, Équateur, États-Unis d'Amérique, France, Fédération de Russie, Gabon, Ghana, Hongrie, Iran, Japon, Koweït, Malaisie, Philippines et Slovaquie et présidé par M. Lee Brudvig (États-Unis d'Amérique).

5. Lors de sa dernière session, le Comité a élu par acclamation les membres entrants de son Bureau: S.E. Doña Maria Del Carmen Squeff, Conseillère, Représentante permanente suppléante de l'Argentine auprès de la FAO, aux fonctions de Présidente, et M. Hugo Verbist, Conseiller, Représentant permanent suppléant de la Belgique auprès de la FAO, M. Ibrahim Abu Atileh, Attaché agricole, Représentant permanent suppléant de la Jordanie auprès de la FAO, S.E. Jean-Pierre Rafazy-Andriamihaingo, Ambassadeur, Représentant permanent de la République de Madagascar auprès de la FAO et M. Vladimir Kuznetsov, Ministre-conseiller, Représentant permanent adjoint de la Fédération de Russie auprès de la FAO, aux fonctions de Vice-Présidents.

II. ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION MONDIALES

A. RÉSULTATS ET CONCLUSIONS

6. Le Comité s'est félicité de l'évaluation concise et préparée par le Secrétariat en temps voulu, qui figure dans le document CFS:2008/2. Il a noté avec préoccupation que la faim gagnait du terrain à l'échelle mondiale à la suite de la hausse des prix des denrées alimentaires et que, selon les estimations, 75 millions de personnes supplémentaires seraient passées en dessous du seuil de la faim. Le Comité a également noté le manque de progrès en ce qui concerne la réalisation de l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation, même avant les retombées de la hausse des prix des denrées alimentaires. Il a appelé à être vigilant, car il fallait éviter que la crise financière mondiale actuelle ne détourne l'attention du problème de la faim dans le monde et n'aggrave la crise de la sécurité alimentaire. Le Comité a pris note avec satisfaction du rapport d'évaluation, mais certains États Membres ont souligné que ce rapport ne couvrait pas toutes les contraintes rencontrées par les pays en développement lorsqu'ils tentaient de faire face à la hausse des prix des aliments.

7. Le Comité a pris note avec satisfaction des présentations concernant les initiatives et mesures récentes visant à faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires et s'est félicité des débats qui ont suivi (au titre du Point II.B, voir liste des orateurs à l'Annexe G). Il a invité toutes les parties prenantes à réagir comme il se doit, avec un sens renouvelé de l'urgence, de manière à mettre en œuvre ces initiatives où à s'en inspirer. Les Membres ont pris note avec satisfaction de l'intensification de la collaboration entre les partenaires clés du système des Nations Unies, notamment les organismes ayant leur siège à Rome, et d'autres parties prenantes et ont souhaité la poursuite des efforts et leur renforcement au niveau des programmes.

8. Au cours des débats, les Membres:

- ont réaffirmé qu'il fallait continuer à appeler l'attention du monde entier sur les problèmes de sécurité alimentaire et ont approuvé une approche d'intervention sur deux fronts, abordant à la fois les questions et politiques structurelles à long terme ayant une incidence sur la sécurité alimentaire et les mesures nécessaires à court terme pour répondre aux besoins immédiats;
- ont souligné le rôle fondamental de l'agriculture et la nécessité d'accroître la production et les investissements agricoles dans le monde pour résoudre la crise, mais aussi pour éviter des crises analogues à l'avenir;
- ont appelé à accroître l'appui aux petits agriculteurs afin d'augmenter la productivité et la production alimentaires et agricoles et de réduire la pauvreté rurale;
- se sont inquiétés du fait que la hausse des prix des denrées alimentaires a des effets particulièrement sensibles sur les ménages dirigés par des femmes et ont reconnu le rôle important des femmes dans la production et la sécurité alimentaires;
- ont souligné la nécessité d'accorder une attention accrue aux États fragiles qui doivent importer des aliments et de l'énergie et se trouvent dans une situation désespérée;
- ont souligné la nécessité de prendre des mesures supplémentaires pour libéraliser les échanges commerciaux dans le secteur agricole et réduire les barrières commerciales et les politiques ayant un effet de distorsion sur le marché, qui limitent l'accès des producteurs agricoles aux marchés mondiaux, surtout dans les pays en développement;
- ont noté que la production de biocarburants à partir de différents types de matières premières représentait à la fois un défi et une chance et qu'il conviendrait d'analyser de façon approfondie les incidences de la production de biocarburants sur la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et la préservation de l'environnement;
- ont souligné l'importance des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate pour encourager la sécurité alimentaire;

- ont appuyé l'idée d'un partenariat mondial renouvelé à l'appui de la sécurité alimentaire et ont reconnu qu'il fallait utiliser les institutions existantes, notamment les organismes ayant leur siège à Rome. Ce partenariat élargi devrait être systématiquement ouvert à la collaboration avec d'autres acteurs;
- ont insisté pour que soient respectés, dans les meilleurs délais, tous les engagements de ressources annoncés pour faire face à la crise de la sécurité alimentaire;
- se sont inquiétés des incidences négatives de la crise financière mondiale sur la sécurité alimentaire;
- ont souligné que le processus de réforme actuel devait déboucher sur un renforcement de la FAO, qui serait ainsi mieux à même de s'acquitter intégralement de son mandat.

9. RECOMMANDATIONS A L'INTENTION DE LA FAO:

- Réaliser des analyses et des campagnes de sensibilisation bien conçues, pour faire en sorte que les problèmes de sécurité alimentaire à court et à long termes et les questions agricoles restent une priorité de l'agenda politique mondial, indépendamment de l'évolution des prix des aliments.
- Renforcer ses activités en faveur de la parité entre les sexes et de la reconnaissance du rôle des femmes dans la production vivrière.
- Analyser les effets possibles de la crise financière sur la sécurité alimentaire, ainsi que le rôle de la spéculation sur la hausse des prix.
- Encourager les débats sur les différents aspects des biocarburants.
- Renforcer ses travaux sur les incidences des distorsions commerciales sur les marchés agricoles.
- Analyser les contraintes qui empêchent les petits agriculteurs de sortir de la pauvreté et les implications pour les politiques nationales et internationales.
- Élargir ses travaux sur les États fragiles et les systèmes d'alerte rapide.
- Encourager l'intégration des Directives volontaires à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans les politiques et stratégies nationales de sécurité alimentaire.
- En collaboration étroite avec d'autres organismes ayant leur siège à Rome, d'autres organismes des Nations Unies et les acteurs pertinents, appuyer des initiatives visant à renforcer le partenariat mondial et le réseau d'experts sur la sécurité alimentaire et l'agriculture.

III. ALLIANCE INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM

10. Le Secrétariat a présenté les activités de l'Alliance internationale contre la faim et les résultats obtenus en matière de lutte contre la faim et la malnutrition; il a également donné un bref aperçu des grandes lignes d'action proposées pour le développement futur de l'Alliance internationale et des Alliances nationales contre la faim (telles qu'elles sont décrites dans le document CFS 2008/4). Un représentant de Bioversity International a souligné que l'Alliance constituait une plateforme et un effort commun des organisations ayant leur siège à Rome, des OSC/ONG et des gouvernements, ce qui représentait un atout majeur dans la mesure où il était impossible de lutter contre la faim chacun de son côté, et a encouragé les délégations à promouvoir la création d'Alliances nationales contre la faim dans leurs pays respectifs.

11. Les Membres ont généralement accueilli avec satisfaction les propositions concernant la Stratégie de mobilisation des ressources présentées dans le document CFS 2008/4, notamment à l'appui des Alliances nationales de lutte contre la faim, en soulignant la nécessité de disposer de financements à long terme. Il a également été souligné qu'il fallait privilégier les approches mondiales de lutte contre la faim; les organismes ayant leur siège à Rome ont été invités à renforcer leur collaboration et leurs efforts conjoints. Les Membres ont reconnu que l'Initiative « L'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim » était un exemple réussi de lutte contre la faim, qui pourrait servir de modèle pour aider d'autres pays à élaborer leurs propres

programmes de sécurité alimentaire. Les Membres ont pris note avec satisfaction du rapport et sont convenus qu'il faudrait redoubler d'efforts pour mieux faire prendre conscience des activités réalisées par l'Alliance, accroître sa visibilité et améliorer sa structure et sa gouvernance.

IV. SUITE DONNÉE AU SOMMET MONDIAL DE L'ALIMENTATION: RAPPORT SUR LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION

12. Le Secrétaire du CSA a présenté le document CFS:2008/3, qui fait la synthèse des actions engagées par les pays pour mettre en oeuvre le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation et propose des moyens d'améliorer le suivi de sa mise en oeuvre. Si l'importance de la tâche du Comité en matière de suivi de l'ensemble de la mise en oeuvre du Plan d'action du SMA était reconnue grâce aux diverses approches utilisées à cet effet, il était très difficile d'établir un rapport de synthèse valable et ce, pour un certain nombre de raisons: nombre insuffisant de rapports de pays présentés, caractère hétérogène des rapports et difficulté à démontrer les liens existant entre les politiques et programmes et les objectifs en matière de sécurité alimentaire.

13. Le Comité a confirmé la nécessité de continuer à suivre la mise en oeuvre du Plan d'action du SMA et d'améliorer la présentation et le processus actuels, notamment en assurant une meilleure corrélation entre le suivi des OMD et celui du SMA. Étant donné le temps considérable nécessaire pour mener un examen approfondi des processus de suivi et d'établissement de rapports, le Comité a appuyé la proposition présentée par le Brésil, selon laquelle cet examen serait mené par le Président entrant, en consultation avec les Membres et avec l'aide du Secrétariat. Les conclusions de cet examen seraient présentées au Comité à sa trente-cinquième session.

V. PROPOSITIONS VISANT À RENFORCER LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES (OSC/ONG) AUX TRAVAUX DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

14. Le Secrétariat a présenté des propositions visant à renforcer la participation des OSC/ONG aux sessions du CSA, à partir de l'expérience acquise par la FAO et d'autres organismes du système des Nations Unies (CFS 2008/5). Les Membres ont souligné le rôle très utile joué par la société civile, qui apportait des perspectives différentes aux débats en se faisant le porte-parole des communautés rurales et agricoles. Le Comité a pris note des déclarations des OSC/ONG, qui appuyaient les propositions visant à systématiser leur présence et à renforcer leur rôle au CSA et dans d'autres réunions des organes directeurs.

15. Le Comité s'est félicité des propositions figurant dans le document CFS:2008/5, notamment celles énoncées au paragraphe 26¹, et a demandé au Secrétariat d'examiner les modalités nécessaires pour poursuivre ces initiatives.

¹ Extrait du document CFS: 2008/5, paragraphe 26:

Les mesures spécifiques au CSA sont les suivantes:

Compte tenu des bénéfices réciproques découlant d'un renforcement des partenariats entre les OSC/ONG et la FAO et du travail des réseaux autonomes que les OSC/ONG ont établis pour assurer la continuité de la réflexion et de l'action de la société civile en matière de sécurité alimentaire et sa participation effective aux débats du CSA, les mesures suivantes sont proposées pour améliorer l'interaction entre le CSA et les OSC/ONG qui sont en mesure de contribuer au débat sur les politiques en matière de sécurité alimentaire.

VI. PROPOSITIONS DE RENFORCEMENT DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE (CSA) COMPTE TENU DES NOUVEAUX DÉFIS

16. Le Secrétariat du CSA a présenté deux séries de propositions pour faire en sorte que les sessions du CSA soient mieux ciblées et axées sur les politiques (CFS 2008/6). La première série de mesures, décrite au paragraphe 37, avait été appliquée à titre expérimental et a été approuvée *de facto* au cours de la session. Elle concernait la durée des sessions du CSA, les débats, qui devraient être axés sur un thème central en rapport avec la sécurité alimentaire, la rationalisation du rapport établi par le Comité de rédaction, qui serait axé sur les questions appelant une action, et la durée du mandat et la participation du Bureau du CSA. La seconde série de propositions, décrite au paragraphe 38 du même document, comportait des recommandations dont la formulation était provisoire et qui seraient appliquées à une date ultérieure, notamment: fréquence et calendrier des sessions du CSA, structure du CSA, processus d'établissement de rapports, participation d'acteurs non étatiques (question déjà examinée au titre du Point V) et présentation des rapports sur le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation (question déjà examinée au titre du Point IV).

17. Plusieurs membres du Comité ont félicité le Secrétariat du CSA des nouvelles mesures adoptées cette année. En général, le Comité a approuvé toutes les recommandations, à l'exception de celle portant sur le calendrier et la fréquence des sessions du CSA. Le Comité est convenu qu'une décision définitive sur ce point serait prise par la Conférence de la FAO à sa trente-cinquième session (session extraordinaire), en novembre 2008.

18. Le Comité a recommandé que le Secrétariat applique les propositions figurant dans le document, sauf celle concernant le calendrier et la fréquence des sessions du CSA.

-
- Établir un mécanisme pour une communication tripartite entre les principaux réseaux et organisations autonomes de la société civile travaillant pour la sécurité alimentaire mondiale, le Secrétariat de la FAO et le Bureau du CSA, afin d'assurer la participation des OSC aux sessions du CSA, ainsi qu'au suivi et à la mise en œuvre des décisions prises. Une telle communication contribuerait sans doute à améliorer les délibérations du CSA et à susciter chez les acteurs de la société civile un sentiment de responsabilité vis-à-vis des résultats aboutissant à leur participation déterminée à leur mise en œuvre. Dans cette optique, il faudra s'efforcer de toucher les organisations populaires des pays en développement qui ont le plus grand mal à se faire entendre au niveau mondial.
 - Inviter les gouvernements membres à associer les OSC aux débats de politique générale liés aux questions de sécurité alimentaire et au suivi de la mise en œuvre des engagements pris par les gouvernements au niveau national, y compris en les faisant participer à la préparation des rapports périodiques au CSA sur le suivi du SMA et sur les programmes nationaux concernant la sécurité alimentaire.
 - Inviter les gouvernements membres à prendre les dispositions voulues pour que la société civile puisse participer aux débats sur les questions de sécurité alimentaire et le suivi du SMA lors des Conférences régionales de la FAO, en s'inspirant des consultations régionales de la société civile actuellement organisées en préparation des Conférences régionales.
 - Modifier le déroulement procédures des sessions du CSA, comme expliqué dans les sections ci-dessus, y compris:
 - Permettre aux observateurs d'intervenir avant la prise de décision.
 - Prendre note des interventions des observateurs pour information future.
 - Encourager les OSC à présenter leurs propres rapports autonomes au titre du point de l'ordre du jour consacré au suivi du SMA, comme suggéré à la vingt-cinquième session du CSA, et au titre d'autres points permanents de l'ordre du jour du CSA.
 - Organiser un dialogue entre les diverses parties prenantes sur un point de l'ordre du jour, qui sera résumé par le Président dans une annexe au rapport du CSA, comme suggéré à la trente-troisième session du CSA.
 - Organiser des réunions informelles et des événements parallèles susceptibles de déclencher un dialogue fructueux entre les OSC/ONG et les gouvernements membres, dont les résultats seront transmis au CSA et consignés en annexe au rapport.

ANNEXE A

ORDRE DU JOUR

I. ORGANISATION DE LA SESSION

- a) Adoption de l'ordre du jour et du calendrier
- b) Déclaration du Directeur général ou de son représentant
- c) Composition du Comité

II.A. ÉVALUATION DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION MONDIALES, COMPTE TENU NOTAMMENT DES EFFETS DE LA HAUSSE DES PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES

II.B. PRÉSENTATION DES INITIATIVES ET MESURES RECENTES VISANT A FAIRE FACE À LA HAUSSE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES ET À AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

III. ALLIANCE INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM

IV. SUITE DONNÉE AU SOMMET ALIMENTAIRE MONDIAL DE L'ALIMENTATION: RAPPORT SUR LES PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION

V. PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

VI. PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS RELATIVES AUX SESSIONS DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

- a) Organisation de la trente-cinquième session
- b) Propositions de changements pour les sessions futures

VII. AUTRES QUESTIONS

- a) Questions diverses
- b) Élection du Président et des Vice-Présidents
- c) Rapport de la session

ANNEXE B

COMPOSITION DU COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE
(au 17 octobre 2008)

Afghanistan	Égypte	Koweït
Algérie	El Salvador	Lesotho
Allemagne	Émirats arabes unis	Lettonie
Angola	Équateur	Lituanie
Arabie saoudite	Érythrée	Luxembourg
Argentine	Espagne	Madagascar
Arménie	Estonie	Malaisie
Australie	États-Unis d'Amérique	Mali
Autriche	Éthiopie	Maroc
Azerbaïdjan	Fédération de Russie	Maurice
Bangladesh	Finlande	Mexique
Bélarus	France	Moldova
Belgique	Gabon	Mozambique
Bolivie	Ghana	Nicaragua
Brésil	Grèce	Niger
Bulgarie	Guatemala	Nigéria
Burkina Faso	Guinée	Norvège
Cameroun	Haïti	Nouvelle-Zélande
Canada	Honduras	Ouganda
Cap-Vert	Hongrie	Pakistan
Chili	Inde	Panama
Chine	Indonésie	Paraguay
Chypre	Iran (République islamique d')	Pays-Bas
Colombie	Iraq	Pérou
Communauté européenne (Organisation membre)	Irlande	Philippines
Congo	Islande	Pologne
Costa Rica	Italie	Portugal
Croatie	Japon	Qatar
Cuba	Jordanie	République de Corée
Danemark	Kenya	République dominicaine

République populaire
démocratique de Corée

République tchèque

République-Unie de
Tanzanie

Roumanie

Royaume-Uni

Saint-Marin

Sénégal

Serbie

Slovaquie

Slovénie

Soudan

Sri Lanka

Suède

Suisse

Thaïlande

Togo

Tunisie

Turquie

Ukraine

Uruguay

Venezuela (République
bolivarienne du)

Yémen

Zambie

Zimbabwe

ANNEXE C

PAYS ET ORGANISATIONS REPRÉSENTÉS À LA SESSION

Afghanistan	Égypte
Algérie	El Salvador
Allemagne	Émirats arabes unis
Angola	Équateur
Arabie saoudite	Érythrée
Argentine	Espagne
Arménie	États-Unis d'Amérique
Australie	Éthiopie
Autriche	Fédération de Russie
Azerbaïdjan	Finlande
Bangladesh	France
Bélarus	Gabon
Belgique	Ghana
Bénin	Grèce
Bolivie	Guatemala
Brésil	Guinée
Bulgarie	Haïti
Burkina Faso	Honduras
Cameroun	Hongrie
Canada	Inde
Cap-Vert	Indonésie
Chili	Iran (République islamique d')
Chine	Irlande
Chypre	Islande
Colombie	Italie
Communauté européenne (Organisation membre)	Japon
Congo	Jordanie
Corée, Rép. dém. de	Kenya
Costa Rica	Koweït
Côte d'Ivoire	Lesotho
Cuba	Lituanie
Danemark	Luxembourg

Madagascar	Sénégal
Malaisie	Slovaquie
Mali	Slovénie
Maroc	Soudan
Maurice	Suède
Mexique	Suisse
Mozambique	Thaïlande
Nicaragua	Tunisie
Nigéria	Turquie
Norvège	Uruguay
Nouvelle-Zélande	Venezuela (Rép. bolivarienne du)
Ouganda	Yémen
Pakistan	Zambie
Panama	Zimbabwe
Paraguay	
Pays-Bas	Afrique du Sud
Pérou	Burundi
Philippines	Géorgie
Pologne	Guinée équatoriale
Portugal	Jamahiriya arabe libyenne
Qatar	Monaco
République de Corée	Oman
République de Moldova	Somalie
République tchèque	Tchad
République-Unie de Tanzanie	
Roumanie	Ordre souverain de Malte
Royaume-Uni	Palestine
Saint-Marin	Saint-Siège

ONU ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

HAUT COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL

OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

UNION AFRICAINE

COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS D'AFRIQUE CENTRALE

ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRATIONS

**OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERNATIONALES
NON GOUVERNEMENTALES**

ACTION AID INTERNATIONAL

UNION MONDIALE DES FEMMES RURALES

EASTERN AFRICAN FARMERS FEDERATION

EUROPEAN NGO CONFEDERATION FOR RELIEF AND DEVELOPMENT

FIAN INTERNATIONAL – INFORMATION ET RESEAU D'ACTION POUR LE DROIT A SE NOURRIR

FRANCISCANS INTERNATIONAL

HEIFER PROJECT INTERNATIONAL

ALLIANCE INTERNATIONALE CONTRE LA FAIM

ALLIANCE INTERNATIONALE DES FEMMES

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF AGRICULTURAL ECONOMISTS

ASSOCIATION INTERNATIONALE RURALE CATHOLIQUE

CONSEIL INTERNATIONAL DES FEMMES

FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR L'ÉCONOMIE FAMILIALE

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES PRODUCTEURS AGRICOLES

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES MOUVEMENTS D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES FEMMES DES CARRIÈRES JURIDIQUES

COMITÉ INTERNATIONAL DE PLANIFICATION DES ONG/OSC

LA VIA CAMPESINA

MORE AND BETTER CAMPAIGN, FOR FOOD, AGRICULTURE AND RURAL DEVELOPMENT TO ERADICATE HUNGER AND POVERTY

OXFAM INTERNATIONAL

PLATEFORME SOUS-RÉGIONALE D'ORGANISATIONS PAYSANNES DE L'AFRIQUE CENTRALE

ROTARY INTERNATIONAL

RÉSEAU DES ORGANISATIONS PAYSANNES ET DES PRODUCTEURS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

SOROPTIMIST INTERNATIONAL

TERRA NUOVA

LIGUE INTERNATIONALE DES FEMMES POUR LA PAIX ET LA LIBERTÉ

UNION MONDIALE DES ORGANISATIONS CATHOLIQUES FÉMININES

ANNEXE D

Liste des documents

COTE	TITRE
CFS:2008/1	Ordre du jour provisoire et notes y afférentes
CFS:2008/2	Évaluation de la situation mondiale en matière de sécurité alimentaire et de nutrition
CFS:2008/3	Suite donnée au Sommet mondial de l'alimentation: Rapport sur la mise en oeuvre du Plan d'action
CFS:2008/4	Alliance internationale contre la faim
CFS:2008/5	Propositions visant à renforcer la participation de la société civile et des ONG au Comité de la sécurité alimentaire mondiale
CFS:2008/6	Propositions visant à renforcer le Comité de la sécurité alimentaire mondiale afin qu'il puisse répondre à de nouveaux défis
CFS:2008/Inf.1	Calendrier provisoire
CFS:2008/Inf.2	Liste des documents
CFS:2008/Inf.3	Composition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale
CFS:2008/Inf.4	Liste des délégués et des observateurs
CFS:2008/Inf.5	Déclaration des compétences et droits de vote soumise par la Communauté européenne (CE) et ses États membres
CFS:2008/Inf.6	Déclaration du Directeur général ou de son Représentant

ANNEXE E

DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT

*Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Président et Membres du Bureau du CSA,
Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs,
Mesdames, Messieurs,*

Soyez les bienvenus à cette trente-quatrième session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale. Outre des représentants des gouvernements des États Membres et d'organisations internationales, j'ai le plaisir d'accueillir des représentants d'organisations non gouvernementales et de la société civile. Votre présence témoigne de votre engagement et de votre détermination à répondre aux besoins urgents des millions de personnes qui souffrent de la faim et de la pauvreté dans notre monde et d'œuvrer pour assurer leur sécurité alimentaire et leur bien-être nutritionnel dans l'immédiat et à long terme.

Au fil des années, depuis la création de cet organe intergouvernemental en 1974, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale constitue un forum de débats sur les questions de sécurité alimentaire et de nutrition à l'échelle mondiale. Le Comité est aussi chargé de suivre la mise en œuvre du Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation. Cette année, le Comité est encore une fois confronté à la lourde tâche de débattre et, on l'espère, de résoudre d'importants problèmes affectant la sécurité alimentaire mondiale. Vos idées et vos contributions novatrices et constructives sont nécessaires pour au moins trois raisons.

Tout d'abord, malgré quelques succès enregistrés dans certains pays ou régions, les estimations récentes sur la faim dans le monde sont extrêmement préoccupantes. Une fois encore, sur la base des statistiques fournies par les pays, les estimations de la FAO alimentation montrent qu'à l'échelle mondiale près de 850 millions de personnes souffraient encore de sous-alimentation chronique en 2003-05, soit une augmentation de six millions par rapport à 1990-92, période de référence adoptée par le SMA. Dans ces conditions, l'Objectif du Sommet mondial de l'alimentation (SMA) et les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde avant 2015 seront difficiles à atteindre.

Deuxièmement, ces résultats décevants du point de vue de la réduction de la faim dans le monde ont été aggravés par le choc économique récent provoqué par les prix élevés des denrées alimentaires. La FAO estime que, du fait essentiellement des prix élevés des denrées alimentaires, le nombre de personnes souffrant de faim chronique dans le monde a augmenté de 75 millions en 2007 seulement, pour atteindre 923 millions. De nombreux pays, notamment ceux qui étaient en bonne voie pour atteindre les Objectifs du SMA et du Millénaire pour le développement avant la flambée des prix des denrées alimentaires, ont fait un bond en arrière. À l'échelle mondiale, on constate une inversion de la tendance à la baisse de la prévalence de la faim, du fait des prix élevés des denrées alimentaires.

Mesdames, Messieurs,

Vous conviendrez, j'en suis sûr, que cette situation est inacceptable et qu'il convient de s'attaquer avec beaucoup plus de vigueur aux problèmes structurels qui maintiennent un nombre croissant de personnes dans un état de faim chronique. Ces tendances inquiétantes resteront tout au long de cette semaine au premier plan de nos débats, qui seront axés sur la question de savoir comment répondre aux besoins des populations souffrant de faim et de malnutrition.

Vous êtes tous au courant, bien entendu, de l'attention considérable portée au cours de ces derniers mois, dans les médias et dans les conférences et réunions nationales et internationales, à la question des prix des denrées alimentaires. Partout dans le monde, on a essayé de comprendre les causes de ce brusque changement et, surtout, de trouver les moyens d'y faire face. La FAO s'est employée à concevoir et à mettre en place des réponses à cette situation.

Comme vous le savez, la FAO a lancé le 17 décembre 2007 l'Initiative contre la flambée des prix des denrées alimentaires qui vise à aider les pays les plus touchés et, en particulier, les pays à faible revenu et à déficit vivrier, à faire face à la situation en relançant leur production alimentaire. L'Initiative touche actuellement 79 pays. En avril 2008, le Secrétaire général de l'ONU a créé un Groupe spécial de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, qu'il préside et dont la vice-présidence a été confiée à la FAO. Ce Groupe est composé des chefs de Secrétariat des institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies, des institutions de Bretton Woods et des unités concernées du Secrétariat de l'ONU. Il a élaboré un Cadre global d'action (CGA), qui vise à : i) faire face aux menaces et tirer parti des possibilités liées aux prix élevés des denrées alimentaires; ii) proposer des changements de politique pour éviter la reproduction de telles crises; et iii) contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle aux niveaux des pays, des régions et de la planète. Le Cadre global d'action a été présenté par le Secrétaire général au Sommet des dirigeants du G-8, en juillet 2008, à Hokkaido.

Dans ce contexte, la présente session du CSA va examiner l'*impact* des prix élevés des denrées alimentaires et, plus particulièrement, les *solutions* envisagées pour y faire face, de façon à enrayer leurs effets délétères sur la sécurité alimentaire et sur la pauvreté et à exploiter les avantages que l'agriculture pourrait en tirer. Ce faisant, nous devons être bien conscients des menaces et des possibilités associées aux prix élevés des denrées alimentaires. C'est ainsi que l'accent sera mis cette année, de façon novatrice, sur le thème principal **“Hausse des prix élevés et sécurité alimentaire: Problèmes et solutions”**, y compris lors d'événements parallèles ou spéciaux. S'il est inévitable qu'il soit fait référence aux causes de la hausse des prix des denrées alimentaires, je voudrais vous inviter à axer vos interventions plutôt sur les aspects pratiques du problème et, en particulier, sur les questions suivantes:

- Quel a été l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires dans votre pays ou région?
- Quelles mesures ont été prises et comment ces mesures peuvent-elles être améliorées, par exemple grâce à des efforts aux niveaux régional et international?
- Comment exploiter la hausse des prix des denrées alimentaires pour relancer l'agriculture ou comment transformer cette menace en occasion à saisir?

Vous conviendrez, j'en suis sûr, que l'un des principaux objectifs de notre réunion dans un forum de cette nature est d'échanger des points de vue et des données d'expérience entre pays afin d'identifier les meilleurs moyens de faire face à l'impact des prix élevés et de saisir l'occasion qu'ils offrent aux agriculteurs. À l'occasion de ce partage de données d'expérience et de ces débats sur les initiatives en cours pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires, l'un des fils conducteurs sera l'importance de coordonner et d'intégrer les réactions des gouvernements et des autres parties prenantes afin d'agir de façon immédiate et efficace. Aucun pays ou organisme ne saurait à lui seul résoudre cette situation.

Outre les questions d'actualité concernant la sécurité alimentaire mondiale, *cette session devrait aussi être l'occasion d'examiner les moyens de dynamiser les fonctions et le rôle du Comité lui-même*. Comme vous le savez, la FAO, pour donner suite à l'Évaluation externe indépendante et en collaboration avec le Comité de la Conférence et les Groupes de travail sur la Réforme de la FAO, a entrepris de se réformer pour renforcer son rôle et ses capacités. Plusieurs des points inscrits à l'ordre du jour de la présente session visent précisément ce résultat et certains changements ont déjà été appliqués à titre d'essai, tandis que d'autres vous seront soumis pour examen.

Ainsi, vous allez examiner plusieurs points visant à renforcer les partenariats et la sensibilisation aux problèmes liés à la sécurité alimentaire mondiale grâce à l'Alliance internationale contre la faim, ainsi que des propositions visant à rendre plus efficace la participation de la société civile et des organisations non gouvernementales aux travaux du Comité.

En ce qui concerne le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action du SMA, qui est l'une des principales fonctions du Comité, le rapport de cette année fournit un bilan des enseignements tirés depuis le SMA sur les moyens de lutter contre la faim et la pauvreté, résume les mesures prises par les pays pour mettre en œuvre le Plan d'action et suggère des moyens d'améliorer le processus global d'exécution et de suivi – sachant que l'objectif fixé est de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde et que les progrès doivent être mesurés à cette aune.

Enfin, je voudrais appeler votre attention sur le point VI qui indique les changements qu'il est proposé d'apporter au Comité pour le renforcer et assurer un examen plus ciblé des principales questions que pose la sécurité alimentaire à l'échelle mondiale, comme nous le faisons cette année. Le document présente deux séries de propositions, celles déjà introduites pendant cette trente-quatrième session et dont l'adoption reste à confirmer par le Comité et celles à élaborer et à mettre en œuvre au cours de sessions ultérieures.

Le CSA est l'instance qui vous permet de formuler des recommandations sur les moyens à mettre en œuvre pour faire face aux problèmes mondiaux et nationaux que pose la sécurité alimentaire. Je suis convaincu que vous examinerez avec intérêt les recommandations proposées et y donnerez suite avec diligence, afin de poser les fondements d'un CSA plus dynamique et plus à même de résoudre les problèmes de sécurité alimentaire à l'échelle mondiale et de formuler des recommandations concrètes et viables sur les investissements et les actions nécessaires pour réduire sensiblement le nombre de personnes victimes de la faim et de la malnutrition dans le monde.

*Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,*

Tout en attendant avec intérêt les conclusions de vos délibérations, je vous souhaite tout le succès possible dans votre travail et vous assure de l'appui de l'Organisation.

Je vous remercie de votre aimable attention.

ANNEXE F

DISCOURS DE SON EXCELLENCE OLUSEGUN OBASANJO **ANCIEN PRÉSIDENT DU NIGÉRIA**

Excellences, chefs d'État et de gouvernement,
Honorables ministres,
Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du
Comité de la sécurité alimentaire mondiale,
Mesdames et Messieurs,

Je voudrais remercier le Directeur général pour son aimable invitation à participer à cette session du Comité de la sécurité alimentaire, qui m'offre la possibilité d'apporter ma contribution à cet important débat.

C'est tout à la fois un plaisir et un honneur de pouvoir poursuivre avec vous mes réflexions sur ce qu'il est convenu d'appeler la crise alimentaire mondiale et la flambée des prix des denrées alimentaires auxquels sont confrontés de nombreux pays et plus particulièrement l'Afrique.

Ne m'en veuillez pas si dans ce débat au lieu de vous entraîner vers les sommets lumineux de l'abstraction, je vous contrains plutôt à fouler avec moi le plancher des vaches. En bon paysan africain, je suis convaincu que c'est le meilleur moyen pour que la situation vous apparaisse dans sa juste perspective. Pour pouvoir aller à la racine des problèmes et relever les défis qui se posent à nous, il faut garder les pieds sur terre, cerner au plus près les réalités du terrain, condition indispensable pour pouvoir élaborer des stratégies concrètes et des mécanismes de réponse appropriés.

De mon point de vue de paysan africain, les formules de «crise alimentaire mondiale et volatilité des prix des produits alimentaires» ne font qu'induire en erreur, créer la confusion et elles me semblent, dans le meilleur des cas, obscurantistes. À force de rabâcher la formule de crise alimentaire mondiale, on finit par détourner l'attention et la réflexion des véritables causes de la crise pour l'orienter exclusivement vers l'escalade des prix des produits alimentaires. Au risque d'oublier la maladie pour n'en combattre que les symptômes. Alors qu'en vérité et en fait, ce à quoi on a affaire aujourd'hui c'est à un déclin de la production alimentaire mondiale et à un détournement de produits normalement destinés à l'alimentation vers des usages industriels. Lorsqu'on situe le problème dans cette juste optique, il devient plus facile d'en appréhender la véritable nature, les causes sous-jacentes et de trouver le traitement le plus adapté.

Mon second point de départ, c'est qu'il ne faut pas réduire l'alimentation uniquement à ce qui se mange. Sa définition doit englober la valeur nutritionnelle des produits alimentaires, leurs constituants, et tout ce qui entre dans la consommation des populations et contribue à leur énergie, leur croissance, leur développement, en tirant parti des atouts naturels et des ressources disponibles dans leurs aires d'implantation. L'alimentation, la nutrition, est une question de vie et de mort et passe avant d'autres questions concernant le développement et la sécurité des hommes, comme le logement, etc. Par conséquent, la sécurité alimentaire devrait être placée sur le même pied que la défense de l'intégrité territoriale du pays et la protection de la vie et de la propriété. C'est dans cette perspective qu'il convient selon moi d'examiner la crise alimentaire mondiale actuelle. Et il ne fait pas de doute que réaliser la sécurité alimentaire mondiale, qui a été définie

comme la garantie pour tous les segments de la société, et notamment les groupes vulnérables, de pouvoir accéder aux produits alimentaires à des prix abordables, doit être considéré comme un impératif du développement.

De nouveau, du point de vue du paysan africain actif que je suis, il ne fait guère de doute que l'un des grands défis des années à venir consistera à élaborer et à mettre en œuvre un mécanisme durable capable d'accélérer la production alimentaire en Afrique. Je voudrais remercier le Directeur général adjoint, M. Butler, qui a insisté sur le défi consistant à prévenir les brusques variations et les flambées des prix des produits alimentaires qui risquent de plonger d'autres pays africains dans la faim et la pauvreté. Mais il est non moins important de comprendre la genèse du déclin de la production agricole en Afrique. Il importe de dresser un bilan de l'évolution de l'agriculture depuis l'indépendance jusqu'à aujourd'hui pour pouvoir déterminer où il convient de redoubler d'efforts.

Les puissances coloniales en Afrique mues par un sens aigu de leurs propres intérêts ont promu, célébré, certains diront même vénéré, les cultures dites de rente au détriment des cultures vivrières. Cette lointaine décision politique n'est pas étrangère aux problèmes alimentaires avec lesquels l'Afrique est aux prises aujourd'hui. Sans le dire explicitement, mais avec d'autant plus d'efficacité, on faisait ainsi passer le message aux exploitants et autres intervenants du secteur agricole en Afrique que la production des cultures vivrières n'était pas «payante». Et de fait, qui s'engageait dans cette voie était voué à une vie de tracas, de labeur et de misère. L'État postcolonial hélas, ne remit pas en question cette logique sous-jacente, tout soucieux qu'il était d'accroître ses recettes d'exportations, source principale du financement de son développement, dont il se targuait d'autant plus qu'il en avait plus besoin.

Inévitablement, les politiques des gouvernements africains dans la période immédiatement postérieure à l'indépendance devaient privilégier les exportations de produits de base. On encouragea par exemple la production de coton et d'arachides au détriment de la production de céréales et de légumes à tubercules destinés à l'alimentation. Par voie de conséquence, la production de cultures vivrières fut laissée en apanage aux propriétaires de micro lopins de terre et autres paysans pratiquant l'agriculture de subsistance. Ici et là, quelques paysans moyens s'y adonnèrent aussi, tandis que les gros exploitants produisant pour le marché axaient l'essentiel de leurs activités sur les cultures de rente.

C'est ainsi que faute d'une conscience claire de sa situation l'Afrique continua à traîner le boulet d'un legs colonial rétrograde qu'elle aurait dû répudier avec toute la véhémence d'un leader religieux repoussant au loin le péché.

Cela eut aussi pour autre retombée qu'au fil des ans l'agriculture de subsistance échut en partage aux seuls hommes âgés dont personne ou presque ne devait assurer la relève. Et le fait est qu'ayant passé leur vie à trimer pour un revenu de misère, rien ne pouvait les inciter à encourager leurs enfants à prendre le relais. Comme la plupart des autres humains, ils souhaitaient pour leurs enfants un avenir meilleur et plus brillant. Travailler aux champs et vivre à la campagne devint synonyme de pauvreté, de manque de ressources, de désespoir. Le secours, l'espoir ne pouvait venir que de la ville. Le flux de l'exode rural grossissait en même temps que se renforçait la conviction que la vie au village et le travail aux champs menait tout droit à l'enfer de la pauvreté.

La plupart de ces paysans vieillissent sans être remplacés. Il n'y a pas lieu de s'étonner si les effets de la production alimentaire actuelle sont déchirants, si les projections ont un air malthusien. Comme on le sait, l'agriculture fournit presque 70 pour cent des emplois, la plupart dans de petites exploitations quoi qu'on en dise et quelle que soit la façon dont on retourne le problème. À quoi s'ajoutent les effets délétères de différents facteurs comme la mauvaise gouvernance, des politiques de réforme agraire mal inspirées qui évincent de la production les paysans produisant pour le marché, une démographie galopante, les problèmes de fertilité des sols, la mauvaise application des résultats de la recherche, le manque d'investissements du secteur privé dans l'agriculture, l'incohérence des politiques agricoles, le peu d'intérêt porté aux petit exploitants, une

mauvaise commercialisation, mauvaise gestion de l'eau, des stratégies de développement rural insatisfaisantes, le manque d'attention accordée aux femmes dans l'agriculture, l'insuffisance des services de vulgarisation, et l'absence d'une communication et d'une coordination efficaces entre les principaux acteurs du secteur agricole.

À l'heure actuelle, la plupart des pays d'Afrique consacrent 30 pour cent environ de leur budget annuel à l'éducation tandis que bien moins de 10 pour cent de ce budget visent à promouvoir la production agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition alors que dans les pays développés, le développement agricole était encouragé par des prêts à des taux d'intérêt de 2 à 4 pour cent. Les pays développés accordent des subventions à leurs exploitants agricoles, ce qui n'est pas le cas dans les pays en développement. En Afrique, celui qui obtient un crédit agricole à un taux d'intérêt de 20 pour cent peut s'estimer heureux. Et pour rentrer dans ses fonds lorsqu'on paye un taux d'intérêt aussi élevé, il faut produire de la cocaïne ou quelque chose d'aussi illégal que ça.

L'insuffisance et le piteux état du réseau routier rural affectent également la récolte et le transport des produits agricoles vers le marché. Nombreuses sont les politiques inappropriées qui ont eu pour effet d'étrangler le progrès de l'agriculture africaine. Il en va ainsi de l'absence de clarté dans la définition des rôles du gouvernement et du secteur privé, des politiques en faveur des importations de produits alimentaires, des politiques de bas prix des produits alimentaires dans les zones urbaines, de la forte taxation des produits agricoles d'exportation, et surtout de l'absence d'une stratégie collective des gouvernements d'Afrique pour tirer les leçons des erreurs du passé et s'engager résolument dans la voie de programmes d'autosuffisance et de sécurité alimentaire.

Excellence, Mesdames et Messieurs,

Mon troisième point de départ et qu'il faut considérer la crise actuelle de la production alimentaire dans la perspective que suggère le mot chinois de crise. Les deux caractères formant ce mot renvoient pour l'un à la notion de danger pour l'autre à celle d'opportunité. Voilà des années que l'on ne voit dans la crise que la notion de danger, le moment est venu pour nous de nous concentrer sur les opportunités dont elle est grosse.

Pour commencer, je suis d'avis que le niveau élevé des prix des denrées alimentaires, sous réserve d'une bonne gestion, peut se convertir en un facteur de croissance. De même qu'il peut constituer la clé du retournement de la tendance qui pousse à l'exode rural. Les jeunes Africains, avec les encouragements appropriés, pourraient être réorientés vers la production vivrière à grande échelle. Le défi consiste à mettre au point un mécanisme pratique, facile à déployer, qui permettrait d'avancer dans la voie de la réalisation de ce double objectif aux nombreux effets multiplicateurs.

L'expérience m'a montré que là où la volonté existe, on trouve toujours les moyens. Durant mon mandat en qualité de Président du Nigéria, le pays, grâce à des efforts bien orientés, a enregistré une importante amélioration de la production agricole entre 1999 et 2006. Durant les quatre années allant de 2003 2006, la production agricole a progressé au rythme de presque 7 pour cent par an. Grâce à ce que l'on a appelé les initiatives présidentielles, durant cette période, toutes les parties prenantes du secteur agricole au niveau de la production, du financement, de la recherche, de la commercialisation et des exportations ont convergé dans une structure unique pour travailler à l'accroissement de la production, à l'amélioration du financement, à la dissémination des produits de la recherche, à la recherche elle-même et au renforcement de l'efficacité de la commercialisation, de la transformation et du stockage de chaque produit de base ou denrée alimentaire. Cela a permis un essor important dans la production dans les domaines suivants:

- la production et l'exportation de manioc,
- la production et la transformation du riz,
- la mise en valeur de l'huile végétale,

- la mise en valeur de l'arboriculture,
- la production du caoutchouc,
- les fruits tropicaux indigènes,
- le programme de mise en valeur du cacao,
- le programme de doublement de la production de maïs,
- le développement de l'élevage,
- le développement des pêches et de l'aquaculture,
- le Programme national spécial pour la sécurité alimentaire travaillant en collaboration avec la Coopération Sud-Sud sous les auspices de la FAO,
- la mise en valeur du coton,
- le programme de crédit à l'agriculture, avec un plafonnement du taux d'intérêt à 8 pour cent.

Nous avons travaillé en étroite collaboration avec les organisations internationales telles que la FAO, le FIDA, des organisations de recherche comme l'Institut international d'agriculture tropicale ou la fondation Rockefeller pour les engrais. Ces initiatives ont débouché sur des réalisations remarquables parmi lesquelles on peut citer:

Production végétale

- Maïs: de 5,47 millions de tonnes métriques en 1999 à 7,10 millions de tonnes métriques en 2006, une augmentation de 38 pour cent.
- Millet: de 5,96 millions de tonnes métriques en 1999 à 7,70 millions de tonnes métriques en 2006, une augmentation de 29 pour cent.
- Sorgho: de 7,52 millions de tonnes métriques 999 à 9,86 millions de tonnes métriques en 2006, une augmentation de 31 pour cent.
- Riz: de 3,27 millions de tonnes métriques en 1999 à 4,20 millions, en 2006, une augmentation de 28 pour cent.
- Manioc: de 32,69 millions de tonnes métriques en 1999 9 à 49,00 millions de tonnes métriques en 2006, une augmentation de 50 pour cent.
- Pois à vache: de 2,20 millions de tonnes métriques en 1999 à 3,04 millions de tonnes métriques en 2006, une augmentation de 38 pour cent.
- Huile de palme: de 0,89 million de tonnes métriques en 1999 à 1,29 millions de tonnes métriques en 2006, une augmentation de 44 pour cent;
- Arachides: de 2,89 millions de tonnes métriques en 1999 à 3,82 millions de tonnes métriques en 2006, une augmentation de 32 pour cent.
- Cacao: de 0,17 million de tonnes métriques en 1999 à 0,41 million de tonnes métriques en 2006.

Pour la première fois au Nigéria, nous avons pu vendre des grains et des légumes à tubercules au Programme alimentaire mondial pour répondre aux besoins d'autres régions d'Afrique. Nous disposons également d'une modeste réserve de céréales, qui a servi à amortir les effets de la crise alimentaire actuelle.

La capacité de l'Afrique de réaliser la sécurité alimentaire dépend de notre capacité collective à lancer et réaliser des programmes visant à libérer l'énergie innée des exploitants locaux et à renverser la tendance à l'exode rural. Le rôle de l'énergie doit être pris au sérieux, en particulier des énergies renouvelables, puisqu'elle constitue l'un des facteurs clés dans la valorisation de la production et de la transformation agricoles. Il ne s'agit pas selon nous de faire un choix entre les petites, les moyennes et les grandes exploitations agricoles mais bien plutôt de leur venir en aide à toutes dans les domaines où elles ont des besoins spécifiques. Les petits exploitants ont besoin d'aide en ce qui concerne la préparation des terres, les intrants et autres facteurs permettant d'économiser la main-d'œuvre, le micro crédit et la commercialisation, les exploitants moyens ont besoin d'aide pour la préparation de la terre et les crédits et les gros exploitants, ceux qui s'adonnent à l'agriculture commerciale ont besoin d'aide concernant l'obtention de crédit à un taux approprié.

Le défi que nous avons à relever consiste essentiellement à élaborer un programme d'action collective visant à promouvoir la production alimentaire dans un environnement favorable qui assure une production alimentaire disponible, abordable, durable, et accessible. Parallèlement, il conviendra de prendre un ensemble de mesures visant à renforcer l'accès de la production agricole africaine aux marchés hors d'Afrique. Il faut faciliter et encourager les initiatives du secteur privé. Cela peut concerner le développement de produits et de l'infrastructure.

Qu'ai-je appris au cours de ces trente dernières années comme paysan ou comme dirigeant d'un pays africain qui semblait avoir négligé à un moment ou un autre l'agriculture, la production agricole la sécurité alimentaire et la nutrition ?

La première leçon et la plus importante, c'est que l'on peut passer de l'état de producteur incapable de couvrir ses besoins à celui de producteur rentable assurant son autosuffisance alimentaire et disposant d'excédents pour l'exportation. Aucun pays d'Afrique ne devrait connaître la crise alimentaire s'il met en œuvre le bon éventail de politiques, de stratégies et de programmes. Il n'est pas un seul pays d'Afrique qui ne dispose d'avantages comparatifs pour la production d'une ou deux denrées pouvant être destinées à la consommation intérieure et/ou à l'exportation.

Recherchons les erreurs et les faux pas auxquels il faut remédier. Notre utilisation des engrais est négligeable, misérable. L'utilisation d'engrais en Afrique est le dixième de ce qu'elle est en Asie et ce n'est pas que nous ayons choisi de nous consacrer à l'agriculture biologique. Notre gestion de l'eau est déplorable. Nous avons besoin de politiques, de stratégies et de programmes intégrés et qui tiennent compte de l'ensemble des aspects de la situation. Il n'est pas normal par exemple que le Ministère de l'agriculture soit séparé du Ministère des ressources hydriques, et que tous deux soient séparés de la recherche agricole et des services chargés des achats et de la distribution des engrais et des autres intrants. Que le crédit agricole dépende encore d'une autre institution. Ce n'est pas en obligeant les agriculteurs à frapper à la porte de quatre ou cinq ministères différents pour se procurer ce dont ils ont besoin pour produire qu'on les aidera à développer leur production. Les politiques, les stratégies et les programmes relatifs à la production agricole, à la sécurité alimentaire et à la nutrition doivent prendre en compte les facteurs concernant la préparation de la terre, la disponibilité des semences, l'approvisionnement et la distribution en temps utile des engrais et des autres intrants, la disponibilité du crédit à un taux d'intérêt raisonnable, la fourniture de machines outils et autres moyens d'économiser le travail simples, l'existence d'un réseau routier carrossable entre les exploitations et le marché, les installations de transformation et de stockage. Si l'un de ces maillons fait défaut ou n'est pas disponible lorsqu'on en a besoin, cela peut faire toute la différence entre le succès et l'échec. La production agricole est soumise aux contraintes du temps et des saisons. À la différence de l'industrie, où il est possible de fermer l'usine lorsque la matière première n'est pas disponible et de la rouvrir lorsqu'elle le redevient, dans l'agriculture, il suffit qu'un élément important ne soit pas disponible à temps pour que la saison soit perdue et alors pour l'agriculteur c'est une année de perdue. Il faut mettre en place une coordination globale au plus haut niveau du gouvernement parce qu'une coordination, une harmonisation et une direction soutenues sont nécessaires.

La deuxième leçon c'est que la plupart des pays d'Afrique ont ce qu'il faut pour réussir en matière de production agricole, de sécurité alimentaire et de nutrition. La technologie dont ils ont besoin est simple et disponible. Le cas échéant, des organisations internationales et des amis de l'Afrique sont disposés à prêter main forte en réponse à des sollicitations sérieuses d'aide. Le Nigéria en a fait l'expérience lorsque j'étais au gouvernement.

La troisième leçon c'est que la plupart des pays d'Afrique préfèrent s'engager dans la voie plus facile de l'importation de produits alimentaires. C'est suicidaire. Pourquoi un pays d'Afrique devrait-il se glorifier d'importer son alimentation de base ? Ce n'est pas raisonnable. Dieu nous a créés pour que nous soyons capables de produire ce que nous mangeons sur le lieu où il nous a créés. Ce n'est pas logique de cultiver l'arachide pour l'exporter pour importer du riz pour s'alimenter.

Permettez-moi de répéter de nouveau que la production agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition sont des questions «de vie et de mort» qui méritent de retenir toute l'attention des plus hautes sphères du gouvernement en Afrique.

La nécessité d'accroître la production agricole pour alimenter le monde et pour fournir les matières premières nécessaires à la mise en valeur des nouvelles ressources énergétiques liées aux biocarburants doit être considérée comme une opportunité. La hausse des prix pourrait ne pas être toute négative en fin de compte. Le stimulant des prix doit pouvoir être mis largement à profit par les exploitants africains sans que des intermédiaires ou des offices de commercialisation gouvernementaux écrèment les bénéfices au détriment des agriculteurs. Les agriculteurs eux aussi veulent pouvoir profiter de ce que la vie a de bon à offrir et mener une vie décente avec leur famille. Ils veulent pouvoir assurer une éducation à leurs enfants, prendre soin de la santé de leur famille, avoir un toit sur leur tête et jouir de la mobilité dans leur communauté. Ils ont besoin de l'électricité et d'une eau de bonne qualité

Excellences, Mesdames et Messieurs, permettez-moi en conclusion de revenir sur la conception chinoise de la crise. Les insuffisances de la production agricole mondiale et leurs répercussions constituent tout à la fois un défi et une opportunité. Un défi en raison des souffrances des pauvres frappés par la flambée des prix des denrées alimentaires qui en plonge chaque jour de nouveaux contingents dans les abîmes de la misère; il nous faut des programmes en faveur des pauvres, qui donnent des résultats et qui offrent des opportunités réelles parce que l'humanité se trouve confrontée à la nécessité de remettre en cause les principes séculaires qui gouvernent la production et la commercialisation des produits agricoles. En termes de sécurité alimentaire, cela renvoie à la question de l'accès aux aliments à un prix abordable. Chaque communauté, chaque nation devra se doter des politiques et des programmes qui répondent le mieux à sa situation particulière. Il y a quelque trois cents ans, les agriculteurs africains au moyen d'outils rudimentaires, de houes et de machettes produisaient de quoi nourrir quelques millions seulement de personnes. Malheureusement, trois cents ans plus tard, l'outillage de nos agriculteurs ne s'est pas sensiblement amélioré alors que la population a été multipliée par un million. Il nous faut mettre au point une technologie appropriée et adaptée aux besoins, et mettre en place des politiques et programmes capables d'attirer les jeunes vers l'agriculture, et ne pas compter uniquement sur l'aiguillon des prix.

Rien n'a plus de succès que le succès. À nous de fournir aux jeunes les modèles et les exemples à suivre. Se consacrer à la production agricole, à la sécurité alimentaire et à la nutrition ne doit pas être synonyme pour les jeunes de faire vœu de pauvreté. Ils doivent pouvoir se convaincre qu'ils y trouveront leur récompense dans ce monde et dans l'autre.

Cette conférence par conséquent offre une occasion venue à point nommé de dresser un bilan et de prendre par les cornes le défi du développement de la production agricole dans le monde et tout particulièrement en Afrique.

Il nous faut élaborer des stratégies et des programmes adéquats et un plan d'action approprié pour combattre la pauvreté dans les économies en développement, comme celles d'Afrique, d'autant

que l'on se rapproche de l'horizon de 2015 pour la réalisation de l'Objectif du millénaire pour le développement concernant la réduction de la pauvreté. Des efforts judicieux dans les domaines de la production agricole, de la sécurité alimentaire et de la nutrition devraient permettre de réduire la pauvreté, d'avancer dans la résolution du problème de la mortalité maternelle et infantile, et d'accroître la richesse des ruraux tout particulièrement. L'Union africaine et les communautés économiques régionales doivent être mises au défi de mettre en œuvre les programmes déjà adoptés et ceux qui pourraient naître de cette trente quatrième Session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

Nous avons besoin de politiques, de stratégies et de programmes qui évitent à l'agriculture incohérences, brusques accélérations et brusques coups de frein. Saisissons l'occasion qui s'offre de gravir un échelon et de faire un pas en avant. Un jeune homme, une jeune femme qui se lance dans l'agriculture et que l'agriculture déçoit devient un frustré qui détournera cinq personnes au moins de cette voie. Les jeunes appréhendent de se lancer dans l'agriculture généralement pour deux raisons principales: le manque de suivi dans les politiques gouvernementales et les aléas du temps. J'encourage toujours les jeunes à se lancer dans l'agriculture et je leur assure qu'avec de bonnes politiques et programmes gouvernementaux, et de bonnes pluies à la bonne saison par la volonté de Dieu, si les fléaux naturels et les ravageurs ne s'en mêlent pas, une jeune personne peut trouver dans l'agriculture satisfaction et juste récompense pour ses efforts. Si l'Afrique s'engage dans cette voie, nous devrions pouvoir dire adieu à la crise alimentaire en Afrique et alléger considérablement le fardeau de la pauvreté, tout en étant en mesure de supporter des prix des produits alimentaires modérément élevés pour que les agriculteurs continuent à produire. Il appartient à chaque gouvernement de décider qui doit porter le fardeau de ces prix modérément élevés.

En conclusion, mon expérience publique et privée en matière de production agricole me conforte dans ma conviction que tout objectif, toute ambition même hardis pour autant qu'ils soient réalistes est à la portée de chaque individu, chaque collectivité capable d'en poursuivre la réalisation avec ténacité, détermination, et une volonté politique sans faille. C'est du domaine du possible et pour nous Africains cela doit devenir une réalité.

Je vous remercie de votre attention et que Dieu vous bénisse.

ANNEXE G

LISTE DES ORATEURS AYANT PRIS LA PAROLE AU TITRE DU POINT II.B:
PRÉSENTATION DES INITIATIVES ET MESURES RÉCENTES VISANT À
FAIRE FACE À LA HAUSSE DES PRIX DES DENRÉES ALIMENTAIRES
ET À AMÉLIORER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- M. D. Nabarro, Coordonnateur adjoint, Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, sur l'état d'avancement du Cadre d'ensemble des Nations Unies pour l'action;
- Mme Valérie Guarnieri, Directrice, Division de la conception et de l'appui aux programmes (PAM);
- M. W. Betink, Département de la gestion des programmes (FIDA);
- M. J.M. Sumpsi, Sous-Directeur général de la FAO, TC, concernant l'initiative de la FAO contre la hausse des prix des denrées alimentaires;
- M. A. Müller, Sous-Directeur général de la FAO, NR, sur les résultats de la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale;
- M. Shunichi Inoue, Directeur adjoint, Division de la sécurité économique, Ministère des affaires étrangères (Japon), sur les résultats de la réunion du G8 tenue au Japon;
- Mme Florence Lasbennes, Ministère des affaires étrangères et européennes (France), sur les échanges de vues concernant la création d'un partenariat mondial pour l'alimentation et l'agriculture.

ANNEXE H

RÉSUMÉS DE L'ÉVÉNEMENT SPÉCIAL ET DES ÉVÉNEMENTS PARALLÈLES

Événement spécial du CSA

Forum informel avec les parties prenantes:

Hausse des prix et sécurité alimentaire: Problèmes et solutions

17 octobre 2008

Cet événement spécial a été organisé pour permettre à un large éventail de parties prenantes de présenter leurs vues sur les mesures déjà prises pour renforcer les avantages et atténuer les inconvénients de la hausse des prix des denrées alimentaires pour la sécurité alimentaire au niveau national et au niveau des ménages. Un modérateur a animé le débat qui a été dirigé par trois experts représentant les ONG/société civile, la recherche et le secteur privé. Sept questions ont été traitées. Les points saillants du débat sont résumés ci-après.

1. *Comment enrayer le déclin de la production agricole?*

- De nombreux pays sont capables de satisfaire leurs besoins en matière d'alimentation et même plus; ils ont besoin de plans de redressement plutôt que de sauvetage.
- Une direction et une volonté politique fermes sont nécessaires pour donner des orientations claires et formuler des politiques issues d'un dialogue entre les gouvernements et la société civile et fondées sur des systèmes d'information et de suivi fiables.
- Des investissements supplémentaires sont nécessaires dans l'agriculture, en particulier pour la recherche et la vulgarisation, dans la mesure où l'agriculture est une activité fondée sur les connaissances et où les solutions sont souvent locales.
- Les petits producteurs, notamment les femmes, devraient pouvoir améliorer leur production grâce à des marchés d'intrants et d'extrants fiables et efficaces.
- Le secteur privé devrait assurer aux producteurs et aux consommateurs des produits de meilleure qualité à des prix compétitifs.
- Il convient de mettre en place des mécanismes propres à atténuer les coûts associés aux risques commerciaux ou climatiques excessifs.
- Le renforcement et le développement des institutions étatiques et commerciales, conformément aux besoins des pays, ont été considérés comme des facteurs critiques.
- L'intégration régionale des marchés pourrait réduire ces risques en facilitant et en encourageant le commerce international.

2. *Réserves alimentaires*

- Nombre de victimes de la présente crise des prix des denrées alimentaires sont des citoyens qui n'ont pas été protégés par le marché international.
- En réduisant les soubresauts des prix, les réserves stratégiques nationales, voire régionales, peuvent contribuer à réguler les marchés. Mais elles peuvent aussi être difficiles et coûteuses à gérer.

- Il importe de réduire les pertes au stade de l'entreposage à tous les niveaux; il existe des technologies accessibles et appropriées qui peuvent être utiles au niveau des exploitations agricoles.
- Les pays devraient être libres de concevoir leurs propres politiques en matière de sécurité alimentaire.

3. Prix de l'énergie

- Le prix de l'énergie contribue sensiblement à la hausse des prix des denrées alimentaires, du fait, notamment, des coûts élevés de production, de transformation et de transport.
- Le prix des engrais a sensiblement augmenté car la production d'engrais consomme beaucoup d'énergie et les engrais sont un produit volumineux, donc cher à transporter.
- Qui plus est, le marché des engrais est très tendu, avec des délais d'approvisionnement très longs.
- Des approches intégrées incluant des sources biologiques et minérales sont nécessaires pour restaurer et entretenir la fertilité des sols.

4. Biocarburants

- Il faudrait disposer de davantage d'informations sur les avantages et les coûts des biocarburants pour justifier leur utilisation et concevoir des politiques rationnelles en la matière.
- Il faudrait tenir compte de l'aspect éthique de la production de biocarburants, notamment lorsqu'on utilise des cultures vivrières et lorsque la production de biocarburants exige de recourir à des réserves en eau et en nutriments indispensables à la production vivrière.

5. Modification des habitudes alimentaires

- Des régimes alimentaires riches en légumes et en particulier en viande, de plus en plus répandus du fait de l'accroissement de la population et de la hausse du niveau de vie, poussent à la hausse la demande et les prix de quelques céréales et cultures oléagineuses.
- Cette tendance pourrait être inversée si l'on accordait davantage d'attention à d'autres sources de calories, telles que les tubercules, manioc, les bananes plantains et les huiles végétales.
- La diversification de l'alimentation sert aussi à équilibrer la nutrition, ce qui est particulièrement important pour les jeunes enfants et les populations urbaines ayant un accès limité aux produits ruraux.
- Étant donné la longueur et la complexité variables de la filière alimentaire pour un large éventail de producteurs et de consommateurs, il convient de mieux comprendre la dynamique de la filière pour déterminer comment répondre au mieux aux besoins de groupes de consommateurs selon leur pouvoir d'achat.
- L'éducation nutritionnelle, notamment sur la qualité des aliments, est fondamentale pour améliorer et modifier les habitudes alimentaires.
- Le coût de la faim et de la malnutrition pour les ménages et pour les pays justifie que l'on accorde davantage d'attention à cette question, qui exige souvent des solutions multidisciplinaires.
- Les terres urbaines pourraient être utilisées pour contribuer à l'alimentation des citadins.

6. Spéculation

- Les marchés agricoles deviendront probablement de plus en plus instables en raison du changement climatique et des fluctuations des prix.
- Une telle situation encouragera la spéculation qui pourrait se produire à trois niveaux: producteurs et leurs organisations; marchés des produits à long terme; et pression accrue sur des terres marginales et des ressources en eau limitées.
- Il est nécessaire de fournir des signaux aux opérateurs du marché qui permettent une spéculation rationnelle, mais dissuadent de procéder à une spéculation malsaine ou excessive.

- La spéculation affecte aussi bien les producteurs que les consommateurs.
- Si la spéculation a toujours existé, il serait utile de mieux comprendre la dynamique de la spéculation sur les prix des denrées alimentaires à long terme par rapport à d'autres facteurs extérieurs au secteur agricole.

7. *Restriction des exportations*

- La restriction des exportations vise habituellement à protéger les consommateurs nationaux d'une hausse excessive des prix.
- Toutefois, comme c'est le cas pour les engrais, ces restrictions peuvent entraîner une hausse des prix mondiaux, donc des coûts de production et, par voie de conséquence, des prix des denrées alimentaires pour les consommateurs des pays importateurs.

Événement parallèle du CSA

Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies (SCN)

Impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur la nutrition

14 octobre 2008

Après quelques observations préliminaires du Président et du représentant du SCN, trois experts ont présenté les perspectives complémentaires suivantes:

- L'augmentation rapide des prix internationaux des denrées alimentaires de base se répercute sur la consommation alimentaire, notamment sur celle des ménages les plus vulnérables (pauvres acquéreurs nets de produits alimentaires en milieu urbain). L'un des principaux mécanismes de parade consiste en une consommation réduite de produits de qualité, qui contribue à aggraver les carences en oligoéléments et affecte principalement les femmes en âge de procréer et les enfants de moins de deux ans. Même sans malnutrition protéocalorique, des effets à court et à long terme sur la santé et sur le développement physique et mental sont prévisibles, susceptibles à leur tour de compromettre le développement économique.
- Les politiques mondiales en matière d'alimentation et d'agriculture ont conduit à une dépendance accrue à l'égard des aliments importés, et notamment des céréales, et se sont trop souvent limitées à assurer un apport calorique, accentuant ainsi la vulnérabilité des systèmes alimentaires et le déséquilibre alimentaire. Un meilleur usage des sources locales de nourriture peut constituer une solution plus saine, plus économique et plus durable, grâce à une production accrue et à la consommation d'aliments riches en oligoéléments et généralement frais.
- La réponse globale à la hausse des prix alimentaires devrait reposer sur une approche fondée sur les droits et chercher en particulier à mettre en œuvre le droit à la nourriture. La société civile a un rôle essentiel à jouer tant pour apporter une réponse rapide, que pour promouvoir des politiques et des programmes plus appropriés. La méconnaissance de leurs droits fondamentaux empêche les populations vulnérables d'exercer une influence sur les politiques qui ont une incidence sur leurs moyens d'existence.

Les questions et recommandations suivantes se sont dégagées des débats qui ont suivi:

- Il est essentiel de bien comprendre les mécanismes de parade adoptés par les ménages vulnérables, pour préserver l'apport calorique (en particulier celui des femmes en âge de procréer et des enfants de moins de deux ans) et promouvoir des réponses durables. Cela est crucial pour mettre au point des réponses appropriées au niveau local, mais aussi pour assurer la participation des populations vulnérables et des institutions locales au processus, et jeter ainsi les bases pour une approche fondée sur les droits.

- La priorité devrait être donnée à la promotion de systèmes alimentaires plus résistants. En Inde, l'utilisation accrue d'aliments locaux a été efficace pour réduire les carences en oligoéléments (en fer, par exemple). La gestion durable de la biodiversité est importante pour des régimes alimentaires sains, la création de revenus et le développement local.
- Alors que les causes et les mécanismes des crises alimentaires peuvent varier considérablement, les réactions et les mécanismes de parade des ménages suivent des modèles très similaires. Les leçons apprises et les recommandations formulées pourraient donc être appliquées dans un contexte élargi.
- Des efforts doivent être déployés pour sensibiliser à l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires sur la nutrition et pouvoir ainsi mieux en prévenir les effets sur la santé et le développement économique.
- Les capacités locales devraient être renforcées pour donner aux populations vulnérables les moyens d'agir et pour assurer la responsabilité des institutions à tous les niveaux. Le droit à l'alimentation a un rôle clé à jouer pour promouvoir à la fois le renforcement des moyens d'action et la responsabilisation. Les travaux de la FAO visant à aider les États Membres à mettre en œuvre les Directives volontaires relatives au droit à une alimentation adéquate, devraient être poursuivis.
- Les politiques actuelles en matière d'alimentation et d'agriculture reposent sur un modèle de chaîne de valeur fondé sur les produits. Celui-ci devrait être complété par une approche intégrée du développement local, associant la disponibilité de divers aliments de production locale à différentes périodes de l'année, l'approvisionnement des marchés locaux, une information adéquate des consommateurs et la gestion durable des ressources naturelles. Une telle approche contribuerait à réduire les coûts de transport et améliorerait l'accès à des produits alimentaires frais.
- La recherche, l'éducation et la formation concernant la production et la consommation d'aliments traditionnels locaux, sont essentielles pour diversifier les régimes alimentaires, protéger la biodiversité et renforcer les cultures et la cohésion sociale.
- Une réponse globale à la crise alimentaire devrait comporter l'intégration systématique d'interventions sectorielles telles que l'aide alimentaire, la santé, l'agriculture, l'éducation et les affaires sociales au niveau local. Pour être cohérente et durable, elle devrait articuler des politiques et des interventions au niveau local et mondial, et assurer des synergies pour protéger et promouvoir la nutrition.
- Les mécanismes et les initiatives interinstitutionnels, tels que le Comité permanent de la nutrition du système des Nations Unies et l'Initiative REACH: éliminer la faim et la malnutrition parmi les enfants, qui réunissent institutions des Nations Unies, gouvernements, ONG et société civile, peuvent donner une valeur ajoutée à ce processus.

Événement parallèle du CSA

“Comment les producteurs ruraux devraient-ils faire face à la crise alimentaire actuelle”

15 octobre 2008

Cet événement parallèle avait pour objectif de présenter et d'examiner l'analyse des organisations de producteurs face à la crise dérivant de la flambée des prix alimentaires, et de mettre en commun quelques leçons apprises concernant les politiques en matière d'agriculture durable et de production vivrière. Les représentants d'un large éventail de producteurs ruraux d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et d'Europe, ont été invités à un échange de vues sur trois questions, à savoir:

- La crise alimentaire actuelle comporte-t-elle de plus grands risques ou davantage de possibilités pour les producteurs ruraux?
- Quelles sont les mesures prioritaires à prendre par les producteurs ruraux? et
- Quelle sorte de partenariats et de soutien les producteurs attendent-ils des institutions des Nations Unies, telles que la FAO, et des gouvernements, pour faire face à la crise alimentaire et assurer un développement agricole et rural durable?

Les points clés qui se sont dégagés du débat, sont résumés ci-après:

- Les participants ont souligné que les pénuries alimentaires présentent des risques tant pour les pauvres des villes, qui sont tributaires des importations de produits alimentaires, que pour les populations autochtones qui n'ont pas accès à la terre.
- La grande instabilité des prix alimentaires et l'augmentation du coût des intrants agricoles représentent un risque important pour les exploitants.
- Le retour de l'agriculture à l'ordre du jour international, avec une nouvelle attention du public, figure parmi les opportunités identifiées; une nouvelle occasion est ainsi offerte de promouvoir les aliments de production locale et les achats locaux, et de réduire les coûts de transport.
- Les changements enregistrés par le secteur offrent une occasion importante de réformer les institutions agricoles pour mieux adhérer aux exigences des communautés.
- Des mesures immédiates devraient notamment comporter la fourniture aux groupes vulnérables de produits alimentaires achetés si possible localement, apportant ainsi un soutien à l'agriculture locale et établissant des liens entre les zones rurales et urbaines.
- Des mesures à court terme consistent à stimuler la production alimentaire grâce à l'utilisation de semences locales et de techniques agricoles traditionnelles, telles que l'agriculture biologique qui permettrait de réduire les applications d'engrais minéraux coûteux et de pesticides.
- Les mesures à moyen et à long terme varieraient selon le niveau de développement des producteurs, les conditions agroclimatiques et les ressources disponibles. Elles prévoient notamment: l'utilisation efficace d'intrants et de technologies, et le partage des résultats de la recherche agricole; l'accès à la terre et aux ressources naturelles, notamment pour les agricultrices et les peuples autochtones; le renforcement de l'infrastructure rurale; l'accès des exploitants pauvres au crédit; la formation et le renforcement des capacités pour les communautés rurales; et un meilleur accès aux marchés locaux et régionaux.
- L'attention a été appelée sur une approche de la production vivrière fondée sur les droits, prévoyant la participation des producteurs à tous les niveaux, y compris à la formulation des politiques.
- La plupart des participants ont estimé que les savoirs et les compétences des institutions des Nations Unies, ainsi que la volonté politique des gouvernements, étaient des facteurs essentiels pour le traitement des questions susmentionnées.

Événement parallèle du CSA

Initiative pour l'établissement d'un partenariat et d'un groupe d'experts de haut niveau sur l'agriculture et la sécurité alimentaire mondiales

15 octobre 2008

Cet événement parallèle a été organisé en réponse aux pays membres désireux d'en savoir plus sur de récentes initiatives appelant à un **partenariat mondial et un groupe d'experts de haut niveau sur l'agriculture et la sécurité alimentaire**. L'objectif de cette réunion était d'offrir une tribune informelle pour un échange de vues préliminaire sur ces questions, notamment leurs implications pour les trois organisations ayant leur siège à Rome et le rôle de ces dernières. Après quelques observations préliminaires du Directeur général et de Son Excellence M. Olusegun Obasanjo, plusieurs intervenants ont donné une vue d'ensemble de divers aspects d'un partenariat mondial et d'un groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et l'agriculture. Dans son intervention, M. Obasanjo a mis en relief les trois piliers d'un partenariat mondial (coordination entre les différents acteurs, plateforme d'experts et mécanisme mondial de financement), et souligné le rôle clé des institutions ayant leur siège à Rome dans un tel effort mondial.

Les principales questions qui se sont dégagées des débats, ont été les suivantes:

- Face à la crise de la sécurité alimentaire causée par le niveau élevé des prix alimentaires, le moment est venu d'établir un partenariat mondial qui apporterait notamment une réponse à la crise actuelle et éviterait le déclenchement de nouvelles crises.
- L'établissement d'un partenariat mondial représente un pas en avant important vers des interventions internationales cohérentes. Un tel partenariat garantirait la mise en œuvre fonctionnelle de « l'approche sur deux fronts » pour lutter contre la faim.
- Un partenariat mondial devrait être fondé sur les structures existantes, telles que l'Alliance internationale contre la faim et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, la mise en place de nouvelles instances étant à éviter.
- Aux fins du pilotage d'un partenariat mondial sur la sécurité alimentaire et l'agriculture, il convient de tirer parti des avantages comparatifs des organisations ayant leur siège à Rome. Leurs savoirs, leurs compétences, leur présence sur le terrain, les mécanismes existants et leurs instances neutres peuvent être mis à profit pour fournir aux décideurs s'occupant des questions de sécurité alimentaire, une synthèse impartiale des connaissances scientifiques.
- Les partenariats de la FAO avec d'autres institutions (notamment l'OCDE) pour l'analyse de la crise de la sécurité alimentaire, constituent un exemple de la façon dont un groupe d'experts peut rassembler des connaissances.
- Un partenariat mondial pourrait renforcer le rôle de l'équipe spéciale de haut niveau des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, et opérationnaliser le Cadre d'action global. Le secrétariat du partenariat mondial devrait être établi à Rome, qui est la « capitale de l'agriculture et de l'alimentation ».
- Le processus d'établissement d'un partenariat mondial ne devrait exclure aucune des parties prenantes: les ONG et les OSC, ainsi que les organisations locales d'agriculteurs devraient y participer. Les organisations régionales devraient également y prendre part et il conviendra de tenir compte des initiatives et programmes existants (notamment le PDDAA).
- Jusqu'à présent, les engagements pris pour aider les pays à faire face à la crise de la sécurité alimentaire n'ont été honorés que dans une faible mesure; une assistance accrue devrait être fournie aux pays, y compris par le truchement des organisations ayant leur siège à Rome.